



Dialogue avec les citoyens de l'UE à La Haye, 17 mai 2019

Résultats des tables rondes, des enquêtes Sli.do et de la discussion avec Ann Mettler

Résultats des tables rondes

Les thèmes suivants ont été débattus aux tables :

L'Europe sociale

- L'habitat : des loyers trop élevés, des sans-abri, trop peu de logements sociaux, disparité des coûts en Europe
- Éducation : Une plus grande adéquation entre les réalités et exigences professionnelles et les programmes pédagogiques, une plus grande mobilité entre les pays
- Pauvreté : Raisons de la progression de la pauvreté (coûts du logement, hausse des impôts, contrats de travail atypiques), inégalité des chances, systèmes de protection sociale
- Autres thèmes abordés : Discrimination, chômage, inégalité des niveaux de vie, réfugiés, idéaux, système de retraite

L'Europe numérique

- Accès à Internet : Permettre l'accès aux jeunes comme aux personnes âgées, l'égalité dans les pays de l'UE, une bonne couverture Internet, un droit fondamental à un accès Internet
- Protection des données : Création de directives et réglementations, contrôle du libre-échange, protection des données
- Autres thèmes abordés : Influence d'Internet, méconnaissance des compétences de l'UE, transfert transfrontalier des connaissances, plateforme d'offres d'emploi à l'échelle européenne, développement de la 5 G, règlement de base sur la protection des données, la sécurité des frontières lors du pistage, un marché numérique libre, les fausses nouvelles, de nouvelles perspectives économiques, les nouveaux emplois, la formation continue dans le domaine numérique (personnes âgées, jeunes, réfugiés), bases de données connexes, renforcement des commerces locaux

L'Europe dans le monde

- Migration/réfugiés : Soutien aux pays pauvres, aide aux personnes, contrôles plus stricts aux frontières, soutien du retour au pays, stratégie unique d'accueil des réfugiés, octroi de logements aux réfugiés, lutte contre les causes de l'exode
- Défense militaire : Relations avec la Russie, armée européenne, politique étrangère commune de l'UE
- Denrées alimentaires : produits saisonniers/régionaux, substituts de viande, prévention de la surproduction, plus de produits bio, plus de réglementation, réduction de la consommation de viande
- Plastique : sauver les océans, stimuler la recherche de solutions alternatives, créer plus de règles/pressions/incitations, interdire les microplastiques
- Commerce : protection des technologies et de la vie privée, harmonisation des règles de concurrence avec la Chine et les États-Unis, consentement des États-Unis et de la Chine dans les accords
- Mondialisation : Suppression de postes, exode, moins de subventions pour l'agriculture, plus d'investissements dans la recherche et le développement
- Autres thèmes abordés : Lutte contre les fanatismes religieux, Conseil communal indépendant, plus de dialogues entre les citoyens et les politiciens, économie, sciences, une élite de l'UE trop lointaine, plus d'actions collectives face aux États-Unis et à la Chine, droits de douane sur les produits chinois, éviter les contrôles aux frontières, harmonisation des unités de mesure, plus aucun paradis fiscal, surpopulation, protection du climat

Résultats de l'enquête Sli.do

16 mai 2019

1. Do you feel more like a European, a citizen of your home country, or a citizen of your region?/Fühlen sie sich eher als Europäer, Bürger ihres Landes oder Bürger ihrer Region?/Vous sentez-vous plutôt Européen, citoyen de votre pays ou de votre région?

0 8 9

a) More like a European/Eher als Europäer/Plutôt Européen

 37 %

b) More like a citizen of my home country/Eher als Bürger meines Landes/Plutôt citoyen de mon pays

 49 %

c) More like a citizen of my region/community/Eher als Bürger meiner Region/Kommune/Plutôt citoyen de ma région/commune

 13 %

17 mai 2019

2. Wie schätzen sie ihre digitale Kompetenz ein?/How would you assess your digital competence?/Comment évaluez-vous vos compétences dans le numérique ?/Hoe schat u uw digitale vaardigheden in?

0 6 6

- a) Sehr gut/Very good/Très bonnes/Zeer goed  41 %
- b) Gut/Good/Bonnes/Goed  48 %
- c) Eher schlecht/Not very good/Plutôt mauvaises/Matig  9 %
- d) Schlecht/Poor/Mauvaises/Slecht  2 %

3. Fühlen sie, dass ihre persönlichen Daten gut geschützt sind?/Do you feel that your personal data is safe?/Pensez-vous que vos données personnelles sont bien protégées ?/Heeft u het gevoel dat uw persoonlijke gegevens goed worden beschermd?

0 6 7

- a) Ja/Yes/Oui/Ja  7 %
- b) Nein/No/Non/Nee  93 %

4. Was glauben sie, welchen Einfluss wird die Digitalisierung der Gesellschaft auf ihr Leben haben? / What influence will the digitalization of society have on your life?/Pensez-vous que la numérisation de la société aura une influence sur votre vie ?

0 6 6

- a) Eher positiv/More positive/Plutôt positive/Vrij positief  86 %
- b) Eher negativ/More negative/Plutôt négative/Vrij negatief  14 %

Contenu de la discussion avec Ann Mettler

L'Europe sociale

De quelle manière l'UE peut-elle soutenir les travailleurs, pour qu'ils aient une qualité de vie acceptable et un niveau de vie décent ? Pensez-vous que l'avantage concurrentiel que la Chine a peut-être en termes de numérisation puisse être à nouveau retourné à notre avantage ?

- Les principaux problèmes sont la mutation du marché du travail et la viabilité du régime des retraites
- Ce sont essentiellement les États membres qui sont responsables des sujets sociaux, mais il faudrait essayer de s'entendre sur un standard minimum au niveau européen.
- L'UE apporte son soutien, dans la mesure où elle finance des mesures en faveur d'un apprentissage à vie et qu'elle s'assure que chacun reçoive le même salaire pour le même travail.
- L'Europe est souvent trop prudente quand il s'agit d'innovations. C'est l'une des raisons pour lesquelles toutes les grandes entreprises d'informatique sont asiatiques ou américaines.

De quelle manière l'UE garantit-elle le revenu par rapport aux frais de logement élevés ?

- L'UE n'a pas non plus de compétences dans le domaine de l'habitat, mais elle n'est pas consciente que ce sujet est important pour de nombreux citoyens.
- L'UE s'intéresse donc de plus près au domaine des revenus. Certes, le taux de chômage est au plus bas depuis le recensement, mais en réalité, les impôts élevés imposés par les États membres entraînent une baisse de revenus pour les classes moyennes.
- Ce sont surtout pour les citoyens les plus jeunes que les faibles revenus sont problématiques.

Que peut faire l'UE contre la délocalisation des entreprises vers des pays de l'UE « plus avantageux » et contre la perte d'emplois des employés issus des pays les plus pauvres de l'UE ?

- Nous vivons dans un marché unique où les entreprises peuvent aller où elles le souhaitent. L'UE tente toutefois d'apporter plus de cohérence dans le secteur social et d'informer les employés des droits dont ils disposent dans d'autres États de l'UE.
- Pour l'Europe Centrale et l'Europe de l'Est, l'UE est synonyme d'augmentation du niveau de vie.

Que peut faire l'UE contre la pauvreté et la discrimination qui en découle ? Que conseillerez-vous aux pays qui souhaitent empêcher que certaines personnes (par ex. : les sans-abri) ne soient exclues de la société ?

- Sur le thème de la pauvreté, l'UE se concentre sur les sans-abri et la pauvreté chez les jeunes ainsi que sur la discrimination qui en découle.
- Premier succès notable : une diminution du chômage chez les jeunes.
- L'UE détermine quelles interventions sont nécessaires pour éviter l'absence de domicile fixe.
- L'UE croit impérativement provoquer une prise de conscience de ce problème et proposer une aide financière, mais la responsabilité principale de l'absence de domicile fixe incombe aux villes.

L'Europe numérique

De quelle manière pouvons-nous accélérer la numérisation en Europe, la communiquer aux citoyens et résoudre les problèmes de cybersécurité ? L'UE est-elle capable de proposer des formations aux citoyens pour garantir à tous le même accès, et un accès sécurisé pour tous ?

- L'UE est, grâce au règlement de base sur la protection des données, très stricte dans le domaine de la protection des données.
- La sécurité des données est aujourd'hui assurée par la privatisation puisque les solutions sont proposées par les entreprises. Depuis les scandales des données, cet aspect est considéré comme indispensable.
- Des forces internes et externes tentent de diviser les Européens en créant de faux comptes sur les réseaux sociaux. Les informations sont utilisées comme des armes. Il faudrait vérifier de près ce que l'on lit sur Internet.

De quelle manière l'UE peut-elle sensibiliser les citoyens pour qu'ils sachent quand ils doivent faire preuve de prudence lorsqu'ils utilisent Internet ?

- Les réseaux sociaux doivent être réglementés d'une manière ou d'une autre.
- L'UE doit être capable de maîtriser le darknet où de nombreuses activités criminelles transnationales sont organisées.
- L'UE doit collaborer avec des partenaires du monde entier pour créer des normes internationales qui mettent les individus au centre et qui offrent toutes les garanties éthiques.

Y a-t-il eu un moment où vous avez réalisé que la numérisation devait être inscrite à l'ordre du jour de l'UE ?

- Oui, après avoir observé le terrorisme et réalisé que son moteur principal est la radicalisation en ligne. Le mode de fonctionnement du terrorisme aujourd'hui n'existerait pas s'il n'avait pas accès à ces possibilités numériques.
- Le Forum européen de l'Internet fut créé pour regrouper les entreprises et qu'elles puissent rendre des comptes.

Est-ce que l'UE peut garantir aux citoyens un droit à un Internet plus sûr ? L'UE devrait être plus compétitive dans les domaines de l'économie, du savoir et des informations au niveau international.

- L'UE a certes un standard en matière de sécurité des données, mais les entreprises ne suivent pas.
- L'idée est de montrer quelles pages Internet sont dignes de confiance ou non.

De quelle manière l'UE informe-t-elle les utilisateurs d'Internet ? Une fois que les utilisateurs sont informés, ils sont moins sans défense en cas de violation de la sécurité des données.

- On devrait informer les utilisateurs d'Internet pour qu'ils sachent quels sont leurs droits.
- De plus, la connaissance des médias par les utilisateurs d'Internet devrait être renforcée car demain il ne sera plus possible de discerner le faux du vrai.

Envisagez-vous d'intégrer les compétences médiatiques dans l'éducation et les cursus internationaux ?

- Oui, bien sûr. Nous investissons actuellement dans les services éducatifs. De plus, des vérificateurs de faits sont mis en place. Mais le plus important, c'est que les utilisateurs d'Internet conservent un esprit critique.

Ne serait-il pas bon pour l'UE d'exercer une pression sur le lobby des télécommunications pour que nous puissions payer moins cher l'accès à Internet ?

- L'Europe est celle qui subit la plus forte concurrence sur le marché des télécommunications c'est pourquoi nous payons si peu cher comparativement. De plus, l'UE a supprimé les coûts de roaming.

L'Europe dans le monde

Quand l'UE va-t-elle s'attaquer au problème des réfugiés d'une seule voix et apporter un début de solution ?

- L'UE a fait des progrès : Le nombre de réfugiés a chuté de 90 % et un corps de garde-côtes européen fort de 10 000 soldats a été mis en place.
- Parmi les États membres, nombreux sont ceux qui souhaitent assumer leurs responsabilités vis à vis des réfugiés et parvenir à une migration contrôlée, réglementée et plus sûre.
- Sans frontières sûres, l'espace Schengen est menacé.
- Nous n'avons pas de système parfait puisqu'il n'existe pas de consensus parmi les États membres.

Que fait-on dans les pays d'origine des réfugiés pour lutter contre les causes de ces déplacements de populations ? Que fait la Commission pour répartir équitablement les réfugiés entre les différents pays ?

- L'UE investit des sommes considérables pour que les réfugiés puissent être logés à proximité de leur pays d'origine afin qu'ils puissent retourner le plus tôt possible dans leur pays.
- L'UE a passé un accord avec la Turquie. La Turquie reçoit une aide financière de la part de l'UE pour l'accueil des réfugiés.
- L'UE doit développer une bonne stratégie pour l'Afrique pour lutter contre les causes de ces déplacements de population.
- La répartition n'a jusqu'ici pas fonctionné car certains pays ont refusé d'accueillir des réfugiés et l'UE est dans l'incapacité de les y contraindre.

N'aurions-nous pas besoin de règles plus strictes pour rendre moins attrayantes les ventes de produits bon marché et nocifs pour l'environnement, et rendre au contraire plus attractif l'achat de produits respectueux de l'environnement ?

- L'UE propose au monde entier des produits répondant à des standards élevés de qualité.
- À cause des lois de l'UE, il existe un risque que les entreprises consommant beaucoup de charbon se délocalisent, produisent des produits dans d'autres pays de manière moins durable pour réimporter ensuite ces produits dans l'UE.
- L'UE doit convaincre les autres pays d'investir dans la protection du climat. Elle ne pourra y parvenir qu'à condition de devenir une puissance mondiale.

Au sein de l'UE, rien de peut être changé du haut vers le bas, nous devons commencer par le bas, au cœur même de nos régions politiques. Comment peut-on poursuivre le dialogue citoyen à l'avenir ?

- Introduire des changements dans l'UE peut s'avérer très difficile car de nombreux acteurs sont impliqués : le Parlement européen, le Conseil européen et les parties prenantes.
- L'UE pourrait être plus rapide dans certains domaines, mais les démocraties sont toujours plus lentes et plus délibératives que les régimes autoritaires par exemple.
- Pour les présidents des commissions, les dialogues citoyens sont prioritaires car nous devons faire avancer l'Europe tous ensemble, vous êtes l'Europe, nous ne pouvons y arriver seuls à Bruxelles.

Nous nous sommes entretenus sur le fait que l'Europe est vraiment lente. Serait-il possible à l'avenir de créer une UE plus fédéraliste ?

- En particulier en politique étrangère, l'UE n'est malheureusement pas opérationnelle, puisque tous les États membres doivent s'entendre pour chaque décision.
- L'UE envisage demain de prendre des décisions à la majorité qualifiée. Tous les États membres ne seraient ainsi pas obligés d'être tous d'accord et l'UE serait plus efficace.